

PRÉFET DE LA RÉGION AUVERGNE
PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

DIRECTION RÉGIONALE DE
L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT ET
DU LOGEMENT

ARRÊTÉ N°

Complémentaire modifiant les dispositions appliquées au SICTOM PONTAUMUR PONTGIBAUD - Commune de MIREMONT

Préfet de la région Auvergne
Préfet du Puy-de-Dôme
Officier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de l'Environnement, et notamment son livre V ;

VU la nomenclature des installations classées, codifiée dans le Code de l'Environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets ménagers et assimilés ;

VU l'arrêté préfectoral n° 08/00022 en date du 3 janvier 2008, autorisant le SICTOM PONTAUMUR PONTGIBAUD à exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux (ménagers et assimilés) sur le territoire de la commune de MIREMONT ;

VU l'arrêté préfectoral n° 09/02965 en date du 13 novembre 2009, modifiant l'arrêté préfectoral 08/00022 et visant la campagne RSDE ;

VU le courrier de l'exploitant en date du 25 janvier 2012 demandant le reclassement de son installation suite à la modification de la nomenclature ICPE ;

VU le courrier et le dossier du 18 septembre 2013, par lequel l'exploitant demande à modifier certaines conditions d'exploitation de l'installation autorisée ;

VU le rapport et les propositions en date du 25 octobre 2013 de l'Inspection des Installations Classées ;

VU l'avis en date du 15 novembre 2013 du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques au cours duquel le demandeur a été (a eu la possibilité d'être) entendu ;

VU le projet d'arrêté porté le 2 décembre 2013 à la connaissance du demandeur ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier certaines des dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé, notamment pour intégrer les modifications demandées par l'exploitant dans le but de prolonger la durée d'exploitation du casier 2 de l'ISDND autorisée ;

CONSIDÉRANT que ces modifications n'apparaissent pas constituer une modification substantielle au sens de l'article R 512-33 du Code de l'Environnement et par conséquent ne nécessite pas le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de modifier certaines des dispositions de l'arrêté préfectoral susvisé pour y inclure les évolutions réglementaires ;

CONSIDÉRANT par conséquent qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article R 512-31 du Code de l'Environnement, de compléter les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 3 janvier 2008 ;

Le pétitionnaire entendu,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

Le SICTOM PONTAUMUR PONTGIBAUD, dont le siège social est situé rue du Commerce, 63230 PONTGIBAUD, est tenu de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite de l'exploitation, au lieudit « Le Milliazet », des activités détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 2

Le tableau de classement de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral en date du 3 janvier 2008 est remplacé par le suivant :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Capacité maximale
2760-2	A	Installation de stockage de déchets non dangereux	Unité de stockage : un casier en post-exploitation un casier (n° 2) de 73 000 m ³ en exploitation	15 000 tonnes/an
3540	A	Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du Code de l'Environnement, recevant plus de 10 tonnes de déchets par jour ou d'une capacité totale supérieure à 25 000 tonnes	idem	

Le site, visé par la rubrique 3540, doit mettre en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) avec comme référence le document adopté au niveau communautaire appelé « conclusions sur les meilleurs techniques disponibles » : documents BREF (Best available technique REFerence document). Cependant, pour le cas particulier des ISDND, la directive n°99/31/CE tient lieu de BREF.

L'exploitant devra remettre un dossier de réexamen des conditions d'autorisation un an après la publication du BREF WT.

ARTICLE 3

Les prescriptions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral en date du 3 janvier 2008 sont remplacées par les suivantes :

« Article 1.2 – Limites du stockage

Les limites de stockage sont les suivantes :

- Capacités de stockage

La capacité maximale totale du casier 2 est de 73 000 m³

La capacité annuelle de l'installation en masse de déchets pouvant y être admise est de 15 000 tonnes de déchets non-dangereux, dont 6 000 tonnes au maximum de déchets industriels banals, le reste étant composé de déchets ménagers et de mâchefers non valorisables.

- Durée d'exploitation

La durée de l'exploitation du centre de stockage de déchets court jusqu'au 30 octobre 2016 (dernier apport de déchets).

- Superficie

La superficie totale de l'installation est de 6ha 80 a.

La superficie de la zone à exploiter est de 2 ha 30 a.

- Cotes sommitales

casier 1 en post-exploitation : 609 m NGF

casier 2 : 607,50 m NGF. »

ARTICLE 4

Les deux premiers paragraphes de l'article 5.2. de l'arrêté préfectoral en date du 3 janvier 2008 sont remplacées comme suit :

« Article 5.2 – Contrôles et traitement des lixiviats

Les lixiviats sont dirigés pour traitement vers la STEP urbaine de Riom, ou toute autre STEP apte à les recevoir après autorisation du gestionnaire. Ils sont stockés temporairement dans un bassin de 100 m³ avant leur évacuation. Le suivi de cette capacité de stockage est effectué régulièrement ; le volume évacué fait l'objet d'un suivi régulier et donne lieu à l'émission de BSDD conforme à la réglementation.

Aucun rejet de lixiviats n'est effectué vers le milieu naturel."

ARTICLE 5

Le premier paragraphe de l'article 5.5. de l'arrêté préfectoral en date du 3 janvier 2008 est remplacé par le suivant :

« Article 5.5 – Contrôles des eaux souterraines

L'exploitant installe autour du site un réseau de contrôle de la qualité du ou des aquifères susceptibles d'être pollués par l'installation de stockage. Ce réseau, présenté en annexe au présent arrêté, est constitué a minima de 3 piézomètres de contrôle, un amont (SC2) et deux avals (SD2 et SC4 ou SC3) ; ces piézomètres doivent être positionnés de manière à pouvoir permettre le suivi du système aquifère de surface ; leur exploitation ne doit pas nuire à la qualité des eaux souterraines et éviter toutes percolations d'eau de surface.

Ces prescriptions doivent être mises en place avant la fin du premier trimestre 2014."

ARTICLE 6

Les trois premiers et le dernier paragraphe de l'article 5.8. de l'arrêté préfectoral en date du 3 janvier 2008 sont remplacées par les suivants :

« Article 5.8 – Contrôles de la qualité du milieu récepteur

Les eaux de ruissellement du site se rejettent au ruisseau des Gannes qui s'écoule au sud du site.

Pour s'assurer que les rejets de l'ISDND ne dégradent pas la qualité des eaux de ce ruisseau, le SICTOM PONTAUMUR PONTGIBAUD effectuera des prélèvements et des analyses des eaux, en amont et en aval des rejets de l'ISDND, deux fois par an, en hautes eaux et en basses ou moyennes eaux pendant une phase de rejet de l'ISDND.

Les points de prélèvement sont les suivants :

- point amont à 200 mètres à l'amont de l'ancien rejet de la station d'épuration et à 100 mètres à l'aval de l'exutoire de l'étang,
- point aval à 75 mètres à l'aval de l'ancien rejet de la station d'épuration.

.../...

L'exploitant évaluera, tous les trois ans, l'indice biologique global (IBG DCE) du ruisseau des Gannes, en amont et en aval des rejets de l'ISDND, une fois par an en période de basses eaux (entre août et octobre). Ces évaluations se feront aux points de prélèvement des eaux prévus au présent article."

ARTICLE 7

Le paragraphe de l'article 7.1. de l'arrêté préfectoral en date du 3 janvier 2008 , relatif à la couverture du casier 2 est remplacé par le suivant :

« Article 7.1 – couverture des casiers

Dès la fin de l'exploitation une pré-couverture sera mise en place par l'exploitant. Cette couverture des déchets est composée d'une couche de remblai de 30 cm provenant des terrassements effectués sur le site ou des déchets stockés sur site. Après mise en place de cette couverture, des tranchées drainantes de captage du biogaz sont réalisées. La profondeur des tranchées est de 1m et leur largeur 0,8m. En fond de tranchée est positionnée une couche de 30 cm de grave 20-40 mm concassée. Le réseau de drainage du biogaz composé de drains DN 90 est mis en place et raccordé aux drains existants et /ou aux collecteurs en cavalier. Ces drains sont ensuite recouverts de 40 cm de grave 20-40 mm concassée puis par du remblai sur 30 cm.

Une fois cette couverture provisoire de confinement des déchets mis en place, la couverture finale de l'alvéole sera mise en place ; elle se compose comme suit :

1. géotextile de séparation 300g/m²
2. géomembrane PeHD 15/10 mm
3. géotextile de protection 500g/m²
4. couche de terre de remblai de 30 cm, provenant des terrassements effectués sur site.

La pente de cette couverture est au minimum de 5% dans le sens Est-Ouest. Des fossés de gestion des eaux pluviales remplis de grave 40-80 mm seront positionnés en périphérie de cette couverture finale."

ARTICLE 8

Le paragraphe de l'article 7.2. de l'arrêté préfectoral en date du 3 janvier 2008 , relatif à la réhabilitation du site est remplacé par le suivant :

« Article 7.2 – réhabilitation du site

Pour le casier 1, la forme de dôme est abandonnée au profit d'un plateau penté vers le Sud ; la cote altimétrique du haut du plateau du casier 1 coté Nord est de 609 m NGF. La cote finale du plateau coté Sud est de 593 m NGF dans l'angle Ouest et 595 m NGF coté Est.

Pour le casier 2, la forme de dôme sera remplacée par une forme présentant deux flancs coté Est et Ouest du casier 2 avec des pentes de 2H/1V et un plateau de pente générale Sud.

La cote sommitale du plateau au droit de l'alvéole 1 du casier 2 coté Sud sera de 608.9 m NGF.

La cote sommitale de l'alvéole 2 du casier 2 coté Sud sera de 607.5 m NGF.

Les divers usages futurs du site et les plantations ne devront pas endommager les aménagements conservés et nécessaires au traitement des déchets."

ARTICLE 9 DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand :

1. Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où le présent arrêté leur a été notifié,
2. Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 211-1 et 511-1 du Code de l'Environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de six mois suivant la mise en activité de l'installation.

ARTICLE 10 NOTIFICATION ET PUBLICITÉ

Le présent arrêté sera notifié au SICTOM PONTAUMUR PONTGIBAUD et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Puy-de-Dôme.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait sera publié, aux frais du demandeur ou de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de MIREMONT par les soins du Maire pendant un mois.

ARTICLE 11 EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Puy-de-Dôme, le Maire de MIREMONT ainsi que le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne, les officiers de police judiciaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera également adressée :

- au Directeur de l'Agence Régionale de Santé (Délégation territoriale du Puy de Dôme),
- au Directeur Départemental de la Protection des Populations, Service de la Sécurité Civile,
- au Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- au Responsable de l'Unité Territoriale Allier - Puy-de-Dôme de la DREAL Auvergne,
- au Sous-Préfet de Montluçon.

Fait à Clermont-Ferrand, **23 DEC. 2013**

Le Préfet

~~Pour le Préfet et par délégation,
le Secrétaire Général,~~
Thierry SUQUET

Annexe : réseau de contrôle des eaux souterraines



